

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Véolia Propreté - TRIADE Electronique MICRO ORANGE

296 avenue Georges VACHER
Z.I. Rousset
13790 Rousset

Référence UD13 : D-2025-0203
Référence SPR: SPR/2025/0249
Code AIOT : 0006408653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2025 dans l'établissement Véolia Propreté - TRIADE Electronique MICRO ORANGE implanté 296 avenue Georges VACHER Z.I. Rousset 13790 Rousset. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réactive suite à deux incendies ayant été déclarés en janvier et février 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Véolia Propreté - TRIADE Electronique MICRO ORANGE
- 296 avenue Georges VACHER Z.I. Rousset 13790 Rousset
- Code AIOT : 0006408653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIADE ELECTRONIQUE appartient au groupe VEOLIA.

Le site de Rousset est spécialisé pour le traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques, en particulier les PAM (petits appareils ménagers).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2013.

Contexte de l'inspection :

- Incendies des 24/01/2025 et 05/02/2025

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident et communication	Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R512-69	Sans objet
3	Traçabilité déchets incendie	Code de l'environnement du 29/06/2021, article 1	Sans objet
6	Séparation des piles lithium	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4°IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des situations accidentelles a été correctement menée par l'exploitant, notamment le confinement des eaux d'extinction. Des demandes de justificatifs sont cependant réalisées afin d'obtenir une mise à jour mineure du plan de défense incendie et de justifier l'opérationnalité des trois prises pompiers situées au niveau des deux colonnes humides.

Au vu de l'accidentologie récurrente au niveau de l'alvéole PAM (petits appareils électro ménagers en mélange), il est attendu également que l'exploitant continue à proposer des améliorations de la séquence détection/extinction, comme cela a pu être évoqué en inspection.

Enfin, au vu de l'évolution des connaissances au sujet des PFAS, l'Inspection des installations classées apporte une attention spécifique au fait que les eaux d'extinction confinées contenant des PFAS suivent des filières de gestion qui garantissent une absence d'impact pour l'environnement ou la santé. Des justificatifs sur ce point sont également attendus par l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident et communication

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. AP 30 04 2013 L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées.
Constats : Deux incendies ont eu lieu sur le site, les 24/01/2025 et 05/02/2025 L'exploitant a informé l'inspection des installations classées au plus tôt suite aux deux incidents sur son site. Concernant l'incendie du 24/01/2025, l'astreinte de la DREAL a été prévenue en 1 ^{er} lieu par le SDIS qui est intervenu sur le site. L'exploitant a prévenu les acteurs publics impliqués: le Maire, la Police Municipale. Une fiche GP "Gravité Perception" a été transmise le lundi 27/01 suite à l'incendie du 25/01 et le 06/02 suite à l'incendie du 05/02/2025. Les rapports d'incident ont été rédigés le 3/03/2025 et évoquent que l'origine de l'incident provient des batteries lithium contenues dans les PAM qui arrivent en vrac (25% des PAM). L'exploitant y décrit les moyens mis en place pour maîtriser l'incendie et pour contenir les eaux d'extinction. Des actions complémentaires ont été évoquées avec l'exploitant pour améliorer la séquence détection/extinction, afin de réduire les risques d'inflammabilité des batteries lithium ou

d'intervenir de manière plus efficace sur les feux naissants. Il a été convenu que l'exploitant transmette une mise à jour des rapports d'incidents avec ces programmations d'action.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie.

Prescription contrôlée :

Bassin de confinement des eaux incendie. Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de dispositif de confinement externe :- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées. Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a bien confiné les eaux incendie issues des deux sinistres dans un bassin destiné à cette rétention.

Cet isolement a été amélioré grâce à l'automatisation de la vanne martellière mise en place par l'exploitant entre ses deux bassins de rétention en 2024 (attestation de travaux fournie par l'exploitant, datée du 26/02/2025), son fonctionnement a été vérifié sur site le jour de l'inspection.

La vanne a été constatée fermée au repos. Un ballon obturateur a aussi été mis en place en aval du débourbeur afin d'assurer une sécurité d'étanchéité.

Suite au confinement des eaux d'extinction du premier incendie, il a été demandé à l'exploitant de pomper et de confiner les eaux dans des réservoirs étanches car les eaux détenaient des PFAS (substances perfluoro alkylées) provenant de l'émulseur utilisé par le SDIS: le SFPM 3/6 M (SDIS), l'émulseur Bio For C utilisé par l'exploitant ne contient de PFAS, le fournisseur a fourni un certificat prouvant de l'exemption de PFAS.

Après obtention de la composition de l'émulseur SFPM 3/6 M (SDIS) par le fournisseur mentionnant la présence de capstone (6:2 FTAB), et étant donné l'évaluation de flux significatifs de PFAS au vu des quantités d'émulseurs déclarées utilisées par le SDIS (environ 2 kg de 6:2 FTAB), il a été demandé à l'exploitant de faire réaliser des analyses sur ces eaux d'extinction et de rechercher les 20 PFAS listés par l'Arrêté de juin 2023 et les 7 PFAS émulseurs (pas encore réglementés à ce jour) ainsi que l'AOF- indice de fluor organique.

L'exploitant a fourni une preuve du confinement de ses eaux dans des réservoirs (tankers) et des photographies des jauges relevant un volume de 115 m³ (60 + 55 m³). L'exploitant a fait réaliser des analyses par le laboratoire Eurofins et a fourni ses résultats à l'inspection dans une 2ème version le 25/02/2025.

Les résultats indiquent une concentration de 0.86 µg/l pour les 20 PFAS de l'AM de juin 2023 et de 6100 ng/l pour le 6:2 Fluorotéломère sulfonate et 340 000 ng/l pour le 6:2 FTAB (principale substance du Capstone contenu dans l'émulseur), ce qui représente un flux estimé présent d'environ 40 g pour cette dernière molécule.

Au vu de l'évolution des connaissances au sujet des PFAS, l'Inspection des installations classées apporte une attention spécifique au fait que les eaux d'extinction confinées contenant des flux significatifs en PFAS suivent des filières de gestion qui garantissent une absence d'impact pour l'environnement ou la santé. De nombreux échanges ont été menés entre l'exploitant et l'Inspection sur les filières de gestion envisageables, **l'exploitant devant faire connaître à l'inspection la solution retenue (incinération déchets dangereux, traitement mobile in situ par charbons actifs, éventuelles autres solutions proposées par l'exploitant et présentant le même niveau d'efficacité). Une fois ce retour réalisé, l'Inspection pourra le cas échéant proposer un arrêté préfectoral complémentaire encadrant la gestion des eaux confinées.**

Deuxième incendie du 05/02/2025 :

L'exploitant n'a pas fait appel au SDIS et a utilisé son émulseur Bio For C ne contenant pas de PFAS. Les eaux incendie ont été traitées via la filière classique de traitement de déchets dangereux, plusieurs BSDD correspondant (BSD-20250205-3QPCDAPXK (2513-2502-015606)), BSD-20250205-AHB3HEW9D (2513-2502-015605), BSD-20250206-E7E5X3XF4 (2513-2502-015616), BSD-20250206-JFDAR6213 (2513-2502-015612), BSD-20250206-N57A18T7P (2513-2502-015613) à ce pompage ont été transmis par l'exploitant le 06/02/2025 : 22.68 tonnes + 5.16 tonnes + 7.76 tonnes + 7.4 tonnes + 25.74 tonnes totalisant 68.74 m³ d'eaux traitées par l'exploitant Valortec Rognac.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Traçabilité déchets incendie

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : Les déchets incinérés lors des incendies ont été stockés dans 3 big bag de 1 m ³ (1 big bag pour 1 ^{er} incendie et 2 big bag pour le second) dont la présence é été observée lors de l'inspection dans les hangars à proximité de l'entreposage de fûts de piles. Ils ont été traités par incinération à l'installation SOLAMAT à Rognac (après transit chez l'exploitant SPUR environnement à Rognac). Les bordereaux de suivi correspondants ont été transmis par l'exploitant le 20/02/2025 et mentionnent une masse de 0.51 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 I.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les

lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats :

L'exploitant indique que le plan opérationnel de secours a été transformé en Plan de Défense Incendie PDI, une version est présentée avec une date de mise à jour au 30/01/2024.

Le PDI a bien été transmis à la caserne de Trets, un justificatif d'envoi au SDIS le 02/02/2024 a été transmis à l'inspection le 16/02/2025.

Concernant le contenu du PDI :

Lors de l'inspection, il a été observé que la liste des contacts à activer lors de l'astreinte n'était pas complète, que la procédure d'astreinte n'était pas assez détaillée (actions d'intervention concrètes à mettre en place par les agents d'exploitation). Il a également été constaté que les plans qui recensent les moyens de défense incendie ne faisaient pas référence aux détecteurs, les extincteurs n'étaient pas non plus identifiables.

Suite à l'inspection, l'exploitant a mis à jour son PDI en y incluant une check-list d'actions à réaliser lors du déclenchement de l'alerte incendie (Annexe 14), la liste des contacts à activer a été mise à jour (Annexe 12). Les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets sont présents dans le PDI (p.29). Des plans ont été rajoutés mais sont encore incomplets, les légendes ne sont pas lisibles.

Vis à vis des compétences du personnel susceptible d'intervenir avant l'arrivée des secours, il a été vérifié que ce dernier (qui représente environ 35% du personnel) est régulièrement formé, les attestations de formations des Équipiers de Première Intervention (EPI) et des Équipiers de Seconde Intervention (ESI) ont été vérifiées pour l'année 2024 (19 ESI et 7 EPI agents en 13/06/24). C'est l'organisme PROSUD qui a formé le personnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les schémas demandés dans l'article 10.1 doivent être mis à jour et contenir tous les éléments demandés, des légendes doivent être établies pour expliciter les éléments présentés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <p>- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; <p>-d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</p> <p>-d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>

Constats :

Des moyens de lutte contre l'incendie sont mis en place sur l'installation :

Il y a bien un système de détection automatique mis en place, basé sur deux technologies : détecteur de flamme triple IR et en parallèle un détecteur de fumée. Une détection triple IR est spécifiquement utilisée pour 3 alvéoles de PAM (Petits Appareils Ménagers) d'une dimension de 3*20 m de large.

Il y a bien une centrale incendie qui centralise les informations de détection et signale toute dérive, celle-ci informe notamment les services de secours.

Les plans des bâtiments et des déchets sont bien présents dans le PDI (hormis détails légende, voir constat précédent). Le plan des extincteurs a été transmis, ce sont 140 extincteurs répartis dans 3000 m².

Vis-à-vis des agents d'extinction : deux poteaux incendie se trouvent bien à moins de 100 mètres de l'installation dont l'un est régulièrement utilisé par les pompiers. Deux colonnes humides sont présentes sur le site et offrent trois prises pompier. Les poteaux incendie ont été contrôlés le 06/08/2024 selon le référentiel APSAD 64 par l'entreprise PROSUD. Pour le poteau 1, le débit maximal est 233 m³/h. Pour le poteau 2, le débit maximal est 263 m³/h. Ainsi, quand les poteaux fonctionnent simultanément, le débit minimal de 300m³/h est assuré (Article 7.2.4 de l'Arrêté préfectoral du 30 avril 2013.)

Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification périodique selon le référentiel APSAD 64 le 04/05/2024.

Pendant l'inspection, l'exploitant a exposé le problème qu'il rencontre au sujet des Petits Appareils Ménagers PAM reçus en vrac via l'éco organisme Eco Logic (20% des PAM reçus sur site) et des forts risques incendie liés au transport/stockage du PAM en vrac déchet (absence de protection vis à vis des chocs au niveau des batteries Li-ion insuffisamment triées en amont), donnant lieu à des feux couvants. A contrario, les PAM reçus en bac via l'éco organisme Eco Sytèmes (qui assure une protection du déchet) n'ont pas été à l'origine d'incendies. L'exploitant a évoqué les résultats qu'il a obtenus lors d'une récente caractérisation réalisée pour les déchets PAM en vrac : 1,34 % de ces déchets sont des PAM contenant des piles et batteries tels que des téléphones portables, trottinettes, cigarette électronique, bloc secours, brosses à dents électriques, tondeuses à barbe, calculatrice, etc), pouvant être à l'origine d'incendies.

L'exploitant a mis en place des moyens de lutte contre les incendies spécifiques pour les alvéoles où sont entreposés les PAM en vrac. Une détection triple IR a été installée pour contrôler les 3 alvéoles (de dimension 3*20 m), elle est asservie à un déluge d'eau qui fait le pourtour de l'alvéole. Cependant ce système n'est pas pleinement efficace pour rabattre les fumées, les canons fixe et mobiles se sont avérés être les moyens les plus efficaces pour éteindre les feux dans ces alvéoles. L'exploitant a évoqué des pistes d'amélioration : ajout de mouillant dans le déluge pour rabattre les fumées, changer la conception de l'alvéole (élever le mur coupe-feu - prescription de l'arrêté ministériel du 22/12/2023), mettre en œuvre des trappes de désenfumage fusibles sur auvent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les trois prises incendie doivent encore être vérifiées, l'exploitant transmet le justificatif de contrôle.

L'exploitant transmettra un plan d'actions pour renforcer 1-détection, 2-extinction incendie, 3-conception de l'entreposage (alvéole, auvent) au niveau du stockage des Petits Appareils Ménagers (PAM) en vrac

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Séparation des piles lithium

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4°IV
Thème(s) : Risques chroniques, Défaut de tri - batteries lithium inflammables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« IV.-Défaut de tri (rubrique n° 2711).</p> <p>« A. Une procédure permet d'identifier les éventuels déchets contenant des batteries au lithium résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés ou triés et traités</p> <p>B. Les zones susceptibles de contenir à la fois des déchets combustibles ou inflammables et des batteries au lithium issues d'un défaut de tri en amont de l'installation font l'objet de mesures de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cet article entrera en vigueur au 1er janvier 2026, l'inspection a donc évoqué avec l'exploitant l'évolution réglementaire et la mise en œuvre associée attendue à cette date (voir constats du point de contrôle précédent), au sujet du stockage des batteries mais aussi l'entreposage des déchets combustibles, entre autres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite